

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs



De Stem van de Arbeiders

n° 88

p.a.f. 0,80 € - février 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

"Changez le système, pas le climat !"

Dans ce numéro:

Non au chômage, oui aux augmentations des salaires!

*République démocratique du Congo:
changer de président pour que rien ne change*

Dans les entreprises: Audi, NLMK, Hélio, NGK...

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Venezuela : coup de force contre Maduro

Au Venezuela, le chef du Parlement s'est proclamé président de la république à la place du président en titre Maduro. Il a été aussitôt reconnu par les États-Unis. Depuis des années, la droite tente par tous les moyens de renverser le régime et l'orientation d'une politique initiée par Chavez. Sans remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur l'économie, ce régime avait un temps utilisé une partie des recettes pétrolières en faveur de la population pauvre. Ce que les nantis ne lui ont jamais pardonné.

Mais depuis 2015 et la chute des prix du pétrole, la crise ne cesse de s'aggraver : la population du pays s'enfonce dans la misère et l'hyperinflation. Près de 2 millions de personnes ont fui le pays pour des raisons économiques plus que politiques.

La chute de Maduro et l'arrivée au pouvoir de politiciens soutenus par des « démocrates » à la Trump et les grandes puissances de la planète n'amélioreraient en rien la situation des classes populaires du Venezuela.



Hyperinflation: ce que coûtent des tomates

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Des certificats de moins en moins verts...

Alors que débute la période électorale, le ministre wallon de l'Énergie Jean-Luc Crucke (MR) refuse d'augmenter la facture des propriétaires de panneaux solaires pour l'utilisation du réseau électrique.

Mais c'est toute la politique sur l'énergie photovoltaïque des gouvernements wallons successifs qui est un fiasco. Plus de 2 milliards de subsides publics seront dépensés pour financer les Certificats Verts. Et pour quel résultat ? Seul 20% des foyers, les plus aisés, sont équipés et voient leurs factures électriques diminuer. L'efficacité énergétique de ce dispositif est faible, et pendant ce temps, nombre d'écoles sont mal isolées et mal chauffées en hiver.

Et pour les 20% des ménages qui, faute de moyens, se chauffent au poêle à pétrole ou au bois de palettes, quel est le budget prévu par le gouvernement ?

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

« Changez le système, pas le climat »

Les jeunes, les écoliers, lycéens et étudiants qui manifestent par dizaines de milliers contre l'irresponsabilité climatique de ceux qui nous dirigent ont parfaitement raison : il faut « changer le système » !

Toutes les études scientifiques montrent que le réchauffement de la planète entraîné par l'activité humaine va entraîner des conséquences catastrophiques à 50 ou 100 ans, c'est-à-dire demain !

C'est que la marche du monde n'est pas déterminée par les besoins des populations, mais par la concurrence anarchique et la course aux profits maximum des grandes sociétés capitalistes de la planète.

Des gaspillages bien plus insensés défilent sous nos yeux. Cette semaine, plus de 80 hélicoptères et 3 000 soldats américains vont traverser la Belgique, avec toute leur panoplie d'armes lourdes, de chars, de véhicules de combat... Ils relèvent, comme tous les 9 mois, le contingent américain de l'OTAN stationné face à la Russie. Combien d'hôpitaux, de lignes de transport, d'usines de désalinisation d'eau de mer, ces armées coûtent-elles ? Pourquoi les pays occidentaux se protègent-ils de la Russie, sinon pour neutraliser un pays concurrent, qui pourrait perturber l'appropriation au moindre coût des richesses de la planète, du pétrole au Moyen-Orient, des minéraux au Congo, du caoutchouc en Malaisie, etc.

Et puis un autre gaspillage inouï : le gaspillage du travail, celui des humains contraints au chômage ! Le journal *Le Soir* signale, rien que pour ce mois de janvier, l'annonce de la suppression de 3 100 emplois : Proximus, NMLK, Coca-Cola, Nokia Bell, Sonaca, Nexans, New Look, Frima... Sans parler des licenciements individuels ou dans les très petites entreprises.

Alors qu'il manque de personnel dans les hôpitaux et les homes, des milliers de jeunes sont au chômage. L'État et les collectivités publiques n'ont pas les budgets pour les former et les embaucher ! Les routes auraient besoin d'entretien, la SNCB aurait besoin de conducteur et de personnel d'entretien... L'État et les Régions n'ont pas les budgets suffisants, car les impôts payés par les plus riches ont fortement diminué.

Dans ce monde capitaliste, les entreprises privées ne produisent que si elles font suffisamment de profits. Alors il y a même des pénuries de médicaments !

L'État collecte les impôts de toute la population,



même des plus pauvres avec la TVA, mais pas des plus riches qui payent pour être conseillés pour frauder. Mais l'État dirige une grande partie de cette manne vers les riches actionnaires des banques et des grandes entreprises. Ce sont d'abord les commandes militaires, ce sont aussi les commandes de travaux publics aux entreprises privées, souvent surfacturées.

Oui, les riches s'enrichissent au détriment des pauvres. L'ONG Oxfam vient de dénoncer que 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de la population de la pla-

nète la plus pauvre ! La fortune des milliardaires ne cesse d'augmenter ! Dans les pays riches, comme le nôtre, le niveau de vie des familles de travailleurs recule parce que le chômage pèse sur le budget familial, parce que les prix, les taxes et les cotisations ne cessent d'augmenter, et parce que les salaires ne suivent pas l'inflation depuis des années. Et pour les pensions c'est encore pire.

Les gilets jaunes l'ont dit sur les ronds-points : il faut un rattrapage du niveau de vie ! Les syndicats en négociation avec le patronat pour la future norme salariale 2019-2020 le disent aussi : il faut augmenter les salaires. Mais "Il n'y a pas moyen de discuter de quoi que ce soit" avec le patronat constatent les représentants syndicaux ! Alors ils ont quitté la table de négociations et appellent à la grève pour le 13 février.

« Le combat syndical, ça paye, à condition que ce soit un combat fort. C'est ce que les travailleurs demandent. » Écrit Thierry Grignard, le nouveau Président FGTB Métal Liège-Luxembourg. « Les petites promenades symboliques, ça ne sert à rien. Il faut de grandes manifestations, des arrêts de travail, des grèves qui font mal au patronat, et ça dans une perspective de long terme. » Les dirigeants syndicaux ont mainte fois montré qu'ils arrêtaient les luttes plutôt que les organiser. Mais prenons-les au mot, ne serait-ce pour qu'ils ne puissent pas dire ensuite que les travailleurs n'ont pas suivi leur appel.

Oui il faut que les travailleurs se préparent à des luttes importantes, avec ou sans les syndicats, non seulement pour l'augmentation des salaires et pensions, mais aussi dans la perspective de « changez le système » qui est profondément néfaste à l'humanité, pour le remplacer par un système où l'on produira en fonction des besoins de tous les humains.

La commercialisation du nouveau modèle électrique d'Audi vient de commencer. Prix de base: € 80.000. Extraits de notre bulletin d'entreprise:

14 janvier:

A la rame

Depuis la rentrée, la direction a monté la chaîne à la vitesse de croisière. Enfin, plutôt que de croisière, il convient ici de parler de galère !

Ca passe ou ça casse? ça casse!

On manque de place, d'ergonomie pas de trace, pour certains postes il faut être contorsionniste, pour d'autres on pratique l'haltérophilie au rythme d'un soulèvement toutes les 4 minutes.

Tout cela, la direction le sait depuis des semaines, mais elle a augmenté la vitesse quand-même. Visiblement, là-haut, on pense que les dos, les articulations, les muscles, la peau et les nerfs des travailleurs sont là pour éponger les insuffisances de conception dues aux économies.

De l'embauche... et de l'espace!

Après l'arrêt de chaîne de mardi dernier, la direction propose d'embaucher. On n'est certainement pas contre, à commencer d'ailleurs par des CDI pour tous! Seulement, avec une voiture sur tous les tacts, on se marche tellement sur les pieds que c'est déjà intenable maintenant. Sans espacer les voitures, rien ne sera réglé !

Basic Fit ?

On est tellement les uns sur les autres qu'on a le nez dans l'aisselle du voisin. Et tout le monde transpire ! Mais ce n'est pas la bonne odeur de Basic Fit. C'est l'odeur de l'exploitation. Et ça fait gerber !

28 janvier:

Suer toujours plus de profits?

A peine à son poste, le nouveau CEO d'Audi, Bram Schot, annonce un nouveau plan d'économies de 15 milliards d'euros d'ici 2022. C'est 5 milliards de plus que déjà prévu par son prédécesseur tombé en disgrâce.

Une chose est claire : ce n'est pas chez les managers du groupe qu'ils feront ces économies : Schot a ainsi gagné 278.419 € en à peine 4 mois, sa nouvelle rémunération tournera autour de 4 à 5,5 millions d'euros par an. Quel est son mérite? Faire suer les travailleurs pour remplir les poches des actionnaires!

Le progrès par la technique... bon marché

Parmi les économies prévues : une baisse de 30% des coûts de développement dans le segment des véhicules électriques.

Et après on s'étonne qu'il y ait tant de problèmes et de retours de voitures !

La solution la moins chère? L'exploitation la plus féroce

Parmi les points les plus chauds au montage, il y a la pose du câble central. Entre autres parce qu'il est mal préassemblé.

Mais cela coûte moins cher de le faire préfabriquer par le sous-traitant d'un sous-traitant qui exploite des ouvriers sous-payés quelque part au Maghreb. Et puis menacer des intérimaires de chômage pour qu'ils acceptent de se casser le dos avec ce câble mal foutu qui pèse dans les 60 kg.

Ici comme là-bas, ils auront mérité notre colère et qu'on finisse par se révolter !

"Pas un euro de plus"

C'est la réponse inlassable de la direction à tous les problèmes d'ergonomie soulevés. Permettre à tous les travailleurs du montage de travailler à la bonne hauteur, sans devoir se casser le dos ? Ce n'est pas un problème technique pour Audi et le groupe VW qui réunissent la crème des ingénieurs...

C'est que les actionnaires réclament toujours plus et les directeurs sont à leurs pieds. En 2017, le dividende versé par le groupe a quasiment doublé et 1,97 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires qui n'ont pourtant pas versé une goutte de sueur.

Réclamer une fraction de cet argent pour garder sa santé au travail, c'est plus que légitime !

"Pas un euro de plus"?

La direction qui prétend n'avoir pas un euro de plus, prévoit pourtant bien un budget pour des travaux destinés à augmenter la vitesse de la chaîne de 20 à 24 voitures par heure.

Si on ne veut pas se crever en suant des profits, il faut se préparer à se défendre collectivement et à stopper cette chaîne infernale !

Grève pour les salaires chez Audi Győr

Depuis jeudi dernier, les 12 000 travailleurs de l'usine Audi à Győr, en Hongrie sont en grève. Ils réclament une augmentation des salaires de 18%.

Les patrons de l'automobile ont « mondialisé » leur production pour baisser les coûts. Mais cela peut se retourner contre eux. Comme c'est à Győr que sont produits les moteurs et bien d'autres composants, d'autres usines pourront se trouver en arrêt forcé.

Et plus que ça, la grève des travailleurs à Győr ne peut que susciter les sympathies de tous les travailleurs du groupe. Alors, si on



Extraits du bulletin du zoning Ghlin/Baudour:

NGK: les patrons au-dessus des lois

La loi du 24 juillet 1987 limite en théorie le recours au travail intérimaire : remplacement d'un travailleur permanent, surcroît temporaire de travail, exécution d'un travail exceptionnel...

Mais à NGK, une centaine d'intérimaires renforcent en permanence les 230 ouvriers de production : un tiers de l'effectif. Pour bafouer la loi en toute impunité, la direction impose aux intérimaires une sorte de rotation où l'intérimaire est licencié au bout de deux années de missions, pour en reprendre d'autres et recommencer.

Le jour où la mobilisation des travailleurs imposera partout le partage du travail avec des contrats stables et des salaires corrects en prenant sur les dividendes, les actionnaires ne l'auront pas volé !

Une plainte contre la direction de NGK

La FGTB a décidé de porter plainte contre la direction de NGK devant le tribunal du travail pour discrimination syndicale. En cause : le licenciement injustifié pour faute grave d'un affilié, des mises à pied et des avertissements aux délégués FGTB.

La direction tente de fait de faire taire toute opposition à sa politique qui est d'augmenter l'exploitation, et derrière les syndicats, tous les travailleurs sont visés ! Mais les travailleurs ont les moyens de se défendre, car ce sont eux qui sortent la production !

NLMK : prendre sur les profits pour maintenir les emplois !

Les emplois de 290 travailleurs (sur 580) sont menacés sur le site de NLMK à Clabecq. La direction évoque la perte de marchés suite à la hausse des droits de douanes aux USA sur l'acier européen.

C'est possible, mais cela n'a pas empêché le groupe de voir ses profits augmenter rapidement, passant de 304 millions en 2014 à 1,42 milliards d'euros en 2017.

Quant aux pertes financières de l'usine de Clabecq, elles sont le résultat de la hausse du prix des brames... vendues par d'autres sites de NLMK. Ainsi, les bénéfices peuvent prendre le chemin de la poche des actionnaires pendant que les travailleurs font les frais de la guerre entre capitalistes.

C'est inacceptable !

Pour faire rouler des trains, il faut des cheminots !

La SNCB affiche un taux de ponctualité de 82,7% pour l'année 2018, en baisse pour la 3ème fois consécutive. Et encore, ce chiffre ne tient compte ni des trains avec un retard inférieur à 6 minutes, ni des trains supprimés !

Les chemins de fer sont l'objet d'une politique d'austérité drastique. En 2018, le nombre des cheminots est passé en-dessous de 30.000 équivalents pleins, ils étaient encore 40.000 en 2004.

En même temps, le nombre de voyageurs transportés est passé de 165.000 à 230.000. Cherchez l'erreur.

L'Etat patron

A partir du 1er février, les services publics fédéraux et les entreprises publiques comme le groupe SNCB pourront avoir recours aux intérimaires.

En décidant cela, le gouvernement n'a certainement pas été motivé par le désir d'améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et du service public !

« Faillite » de l'imprimerie Hélio : les travailleurs n'y croient pas

L'imprimerie Hélio de la région de Charleroi s'est déclarée en faillite, mettant 180 travailleurs à la rue de la pire façon. Car en cas de faillite les travailleurs, même anciens, ne reçoivent, souvent, aucune indemnité de licenciement.

Les travailleurs ont débrayé et font part de leurs soupçons d'une faillite frauduleuse, les demandes les plus rentables étant systématiquement transférés vers d'autres sites de production, chacune étant une « entité juridique indépendante ».

Oui, les travailleurs doivent pouvoir contrôler les comptes des entreprises en les comparant à la réalité qu'ils connaissent mieux que quiconque. Et tout juge ou curateur devrait être obligé de tenir compte de leurs conclusions !



Les travailleurs doivent pouvoir vérifier où va l'argent.

N-VA: rien que pour les patrons !

La N-VA a lancé sa campagne et met à nouveau en avant le « confédéralisme ». De Wever dénonce le fonctionnement actuel de l'Etat, trop lourd et trop cher selon lui. Flamands et Wallons auraient à gagner, si on se passait de cette machinerie, dit-il.

Mais à l'écouter au-delà de cette démagogie qui flatte le mécontentement de la population face au monde politique, il veut surtout démanteler la Sécurité sociale qui pourrait être privatisée plus aisément au niveau régional, supprimer l'indexation des salaires et en finir avec le poids des syndicats qui, selon lui, bloquent tout.

Tout est dit : plus aucun obstacle à l'exploitation capitaliste, sécu et retraites gérées par le privé au profit des banques et cela dans toutes les langues et contre tous les travailleurs ! Voilà le vrai programme de la N-VA.

Visas humanitaires

Alors que des hébergeurs de migrants sont poursuivis devant les tribunaux comme trafiquants d'êtres humains, des élus de la N-VA et du MR sont à leur tour accusés d'avoir agi par intérêt financier ou par clientélisme dans la délivrance de visas humanitaires à destination de réfugiés syriens.

Trafiquants ? Ou geste de solidarité ? En réalité, s'il est difficile pour les tribunaux de démêler les motivations de ceux qui aident les réfugiés, c'est parce qu'il faut se cacher précisément à cause de la politique des gouvernements qui, par pure démagogie, veulent rendre le plus difficile possible l'accès au territoire européen.

Mettre fin au trafic d'êtres humains peut se faire en un jour : en accordant à tous les migrants la liberté de circulation et d'installation.



Deux mois de plus au patron? Pas question!

Dans les négociations pour l'Accord Inter-professionnel, les représentants des patrons exigeaient de pouvoir imposer 360 heures supplémentaires par an (l'équivalent de deux mois et demi de travail!) à leurs salariés sans devoir obtenir l'accord des syndicats.

Dans les années 90, les entreprises ont imposé le recours au travail intérimaire en dissimulant leur volonté d'exploiter cette précarité derrière un soi-disant contrôle syndical. Depuis, les travailleurs ont largement pu constater dans les entreprises que les syndicats sont mis devant le fait accompli.

Aujourd'hui, les patrons voudraient se passer de cette autorisation platonique pour étendre toujours plus la précarité. Jusqu'à ce qu'ils tombent sur un os, l'union des précaires d'aujourd'hui et de ceux de demain !

Une mesure indispensable

230 000 salariés ou petits indépendants ont un revenu proche ou inférieur au seuil de pauvreté qui en Belgique, est évalué à 1 139 € pour un isolé et 2 329 € pour un couple avec deux enfants. Un problème qui ne sera pas résolu mais au contraire aggravé par l'augmentation des flexi-jobs ou des « petits boulots » non-taxés instaurés par le gouvernement Michel.

Ce qui est nécessaire, c'est d'imposer au patronat et au gouvernement une augmentation des salaires avec un salaire minimum de 1 800 € net, car en dessous, on ne fait que survivre.

La ménagère tatouée

Le « panier de la ménagère », des centaines d'articles dont les prix sont relevés pour déterminer l'augmentation des prix, a été modifié. 9 articles ont été rajoutés parmi lesquels... les tatouages.

Sans doute, les pensionnés, les travailleurs pauvres, n'ont qu'à se faire tatouer plutôt que choisir entre nourriture et médicaments, se loger ou manger, et ça ira tout de suite mieux !

Une austérité abjecte

Les personnes handicapées qui doivent s'adresser à la DG Personnes handicapées (dite « La Vierge Noire ») sont face à une administration défaillante : appels téléphoniques qui n'aboutissent nulle part, des temps d'attente sans fin pour obtenir une réduction pour sa facture de gaz ou d'électricité ou des allocations auxquelles on a droit...

Déjà en 2016, il était question de ce scandale, et la secrétaire d'Etat de l'époque (Zuhail Demir, N-VA) avait promis des embauches... Mais aucune procédure d'embauche n'a été lancée.

Elle ne se permettrait pas de traiter ainsi des gros patrons, mais avec les personnes handicapées qui ont du mal à se défendre, les ministres pensent pouvoir le faire ! C'est révoltant !

Non aux licenciements ! Oui aux augmentations des salaires et des pensions !

Charles Michel, le Premier ministre du gouvernement fédéral en affaires courantes, a déclaré découvrir par la presse que Proximus compte se débarrasser de 1 900 salariés. Vrai ou faux, en tout cas il « demande à l'entreprise d'éviter les licenciements secs » ! Or depuis plusieurs années, les gouvernements ont engagé la privatisation de Proximus et supprimé tout moyen d'intervention de l'État dans sa gestion, bien qu'il en soit encore actionnaire à 53% !

Voilà la vérité ! Ce ne sont pas les gouvernements élus qui gouvernent, mais les gros actionnaires privés qui imposent leurs intérêts par l'intermédiaire des conseils d'administration des entreprises. Et ces intérêts privés des millionnaires et milliardaires sont en opposition complète des intérêts de toute la population.

Que deviendront les 1 900 licenciés, même si ce ne sont pas des licenciements secs ? Ils viendront grossir la masse des chômeurs ! Et même s'ils sont prépensionnés, ils perdront une partie de leurs revenus. Et ce seront autant de jeunes qui ne trouveront pas d'emploi. Et cas peu probable où la direction de Proximus tiendrait son engagement de créer les 1 250 emplois évoqués, on peut être sûr qu'ils ne seront pas embauchés aux mêmes conditions qu'actuellement. Et de toute façon, ça ne ferait toujours pas le compte. En 21 ans Proximus a déjà supprimé plus de 12 000 emplois, voilà d'où vient une partie du chômage qui pèse sur les travailleurs.

L'année dernière près de 500 millions d'euros de bénéfice ont encore été distribués aux actionnaires, ce qui permettrait de verser 1 900 salaires pendant 5 ou 6

ans. Ce n'est donc pas l'argent qui manque !

On ne peut compter sur aucun gouvernement dans cette société dirigée par les plus riches, pour leurs seuls intérêts. Tous les gouvernements ont contribué à la privatisation de Proximus, avec la complicité de tous les partis, socialistes, libéraux, chrétiens-démocrates, des deux côtés du pays.

C'est pour cela qu'il faut que les travailleurs, de Proximus bien sûr et dans les autres entreprises aussi, se convainquent qu'il n'y a pas d'autre solution que de créer un rapport de force en faveur des travailleurs pour interdire les licenciements.

Mais ce n'est pas le seul problème à l'ordre du jour. La mobilisation et les manifestations des gilets jaunes, ici comme en France, ont mis en évidence l'augmentation nécessaire des salaires et des pensions. Beaucoup de ceux qui ont occupé les ronds-points ont fait le constat qu'au-delà des taxes sur les carburants qui ne cessent d'augmenter, ce sont les salaires et les pensions qui sont trop faibles.

Pour tenter de calmer la colère, le gouvernement fédéral a décidé de geler l'indexation de l'essence en 2019. Mais c'est trop peu et ça ne répond pas au problème des pensionnés qui ne peuvent même pas s'acheter de voiture, ni aux problèmes de beaucoup de travailleurs en activité dont les salaires ne suffisent plus.

Justement, les fédérations patronales et les syndicats viennent d'entamer les traditionnelles négociations salariales. Mais ça démarre mal, car si le patronat a fait savoir qu'il lâcherait un peu, les directions syndicales n'enviagent de négocier qu'une hausse

tournant autour de 1,5 %, en plus de l'index et des hausses barémiques. Comme le calcul de l'index est largement sous-estimé, cela voudrait dire que les salaires n'augmenteraient que de 0,5% à 1% par rapport à l'inflation, pour les deux années à venir ! Et comme cette hausse négociée n'est qu'un maximum et non une obligation pour les patrons, dans de nombreuses entreprises, il n'y aurait pas de hausse de salaire du tout ! L'accord pour 2017-2018 en tout cas, n'a pas empêché la direction de Delhaize, par exemple, de supprimer des primes et d'amputer ainsi les salaires de 300 € !

En réalité, il manque 400 à 600 € par mois, sur les salaires et les pensions, ne serait-ce pour rattraper ce qui a été perdu ces dernières années à cause des politiques d'austérité imposées par les gouvernements successifs. Par contre, dans le même temps, les profits des patrons et actionnaires des banques et des entreprises ont explosés. Les profits augmentent parce que les salaires et les pensions ont été réduits ! Et bien cela ne peut plus durer.

Le mouvement des gilets jaunes est-il le prélude d'une mobilisation plus large, plus massive des travailleurs, notamment dans les grandes entreprises ? Personne ne le sait ! Mais c'est ce qu'il faut préparer, car il est nécessaire de mettre fin à ce vol légal de la richesse que les travailleurs créent par leur travail. D'autant plus que les capitalistes ne font rien de cette richesse accumulée, sinon des spéculations financières qui conduisent le monde à des crises catastrophiques.

Congo : changer de président pour que rien ne change

La mascarade de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) a pris fin avec la proclamation de Félix Tshisekedi comme nouveau président. Dans les élections législatives qui avaient lieu en même temps, le parti de l'actuel président, Joseph Kabila, a obtenu la majorité.

Ce résultat n'a rien à voir avec la réalité sortie des urnes telle que l'annonçaient les observateurs, accordant la victoire à un autre opposant, Martin Fayulu, avec près de 60 %. Il s'agit clairement d'un arrangement entre Kabila et Tshisekedi pour se partager le pouvoir. Ses 350 députés assurent à Kabila la possibilité de choisir le Premier ministre et de mettre qui il veut à la tête des ministères. Autant dire qu'il gardera la main sur l'appareil répressif, police et armée, ainsi que sur les ministères contrôlant les mines et les accords avec les entreprises étrangères. La part du gâteau reçue en échange par le clan de Tshisekedi ne va pas tarder à apparaître au grand jour. Par ce tour de passe-passe, Kabila, qui avait repoussé de deux ans les élections en réprimant sauvagement les manifestations réclamant son départ, réussit à garder le pouvoir réel, à préserver l'immense fortune de son clan et à s'assurer l'impunité pour ses crimes. Il pourra même se représenter aux prochaines présidentielles.

Kabila suscite la haine de la population pauvre et des travailleurs, qui ont à maintes reprises bravé la répression pour le voir partir. Lui-même et son clan ont détourné pendant dix-huit ans la plus grande partie des ressources de l'État congolais, laissant les habitants végéter dans la misère. Mais, dans ces élections truquées, les travailleurs n'avaient vraiment rien à attendre de ses principaux adversaires. Félix Tshisekedi a pour principal titre de gloire d'être le fils de son père Étienne, présenté comme un opposant de toujours à Mobutu puis à Kabila, à ceci près qu'il fut ministre de l'Intérieur de Mobutu et trempa dans l'assassinat du leader nationaliste Patrice Lumumba, avant d'être écarté par le dictateur. Martin Fayulu, lui, a fait sa carrière dans les hautes sphères du groupe pétrolier Exxon Mobil Afrique. À ce titre, il a participé au pillage des ressources de la RDC et des pays dans lesquels il est passé. Ses alliés n'avaient rien de reluisant non plus. Il s'agissait de l'ancien richissime gouverneur de la province minière du Katanga Moïse Katumbi et du seigneur de la guerre Jean-Pierre Bemba, dont les hommes ont perpétré en Centrafrique d'horribles massacres.

Rien de ce qui se passe en RDC ne laissant indifférentes les grandes puissances, celles-ci ont fini par entériner les résultats proclamés, après avoir émis quelques doutes. L'important pour leurs dirigeants est que le



Les élections ne changeront rien à la misère.

pillage des ressources minières et pétrolières du pays puisse continuer, et c'est cet objectif qu'elles camouflent sous les termes de stabilité ou transition démocratique. Les sommets de l'État congolais bradent l'accès du sous-sol aux compagnies internationales en échange d'une infime partie de leurs profits, et constituent ainsi leur fortune et celle de leur clan. Les élections se résument à une question d'accès à cette mangeoire. Rien ne va bien entendu à la population qui croupit dans les bidonvilles sans eau potable ni électricité ni soins médicaux. Pour que cela puisse continuer, les grandes puissances entendaient uniquement écarter Kabila de la présidence avant que la population ne s'en charge violemment et risque ainsi d'entraver le pillage du pays. L'objectif étant atteint avec Tshisekedi, la réalité des résultats ne leur importe en rien.

Extrait du journal français Lutte Ouvrière

Au Mali: les travailleurs en lutte

En ce mois de janvier, au Mali, les travailleurs multiplient les grèves et les manifestations à l'appel des syndicats. Ils dénoncent une hausse des prix qui rend inaccessible les légumes, le poulet, le lait ou les médicaments. Le prix du riz a augmenté de 67 % et celui du mil de 76 %. Ils exigent aussi le paiement régulier des salaires. Le premier employeur visé est l'Etat : les enseignants n'ont reçu qu'une partie de leur salaire tandis que les cheminots ne reçoivent plus rien du tout depuis des mois.

En août dernier, Macron était venu féliciter le président malien pour sa réélection, largement favorisée par la présence des soldats français au Mali. Macron parlait de « favoriser l'investissement et le développement économique ». On voit ce qu'il en est.

Pour améliorer leur sort, les travailleurs maliens ont bien raison de ne compter que sur leurs propres forces.